



DÉCLARATION LIMINAIRE

du CDAS du 20/06/2022

Monsieur le président,

Le nouveau président de la république revendique de poursuivre sa politique macronomique de casse de la fonction publique. Notamment sur les bases du rapport de Paul Peny sur la rémunération des fonctionnaires remettant en cause les grilles de rémunération de la Fonction Publique au profit de : “la reconnaissance de l’engagement, de la manière de servir, de la contribution aux résultats individuels ou collectifs, ce qui devrait principalement justifier une part variable de rémunération à caractère indemnitaire”.

Cette politique se décline aux Douanes par le transfert des taxes douanières, de la Taxe d’Aménagement à la DGFIP, et plus récemment l’abandon des missions de surveillance dans les Gares parisiennes. À la DGFIP, cela se traduit par la destruction du réseau, et en ce qui concerne PARIS par le Nouveau Réseau de « Proximité » (N.R.P.). Ainsi, le site du 18ème Boucry fermera au mois de juillet 2022, ce qui impactera la qualité de vie au travail des agent·e·s.

Les agent·e·s de Boucry déménageront vers Grandes Carrière qui n’a pas de restaurant AGRAF sur place. Dans son projet d’aménagement l’administration prévoit la mise en place d’un local social qui sera équipé de réfrigérateurs, fours à micro-ondes etc.... Elle reconnaît ainsi les problèmes de restauration collective pour ce site. Ce problème se posera également pour les collègues des sites parisiens (Banque, Michel Lecomte, Londres) puisqu’il est prévu également la création d’un local social sur le site de Notre Dame des Victoires.

Concernant le site du 19ème Argonne, malgré l’avenant au conventionnement de la cantine Hémisphère, il demeure un problème de coût pour les agent·e·s qui paient plus cher leurs repas de 2 ou 3 euros par rapport à une cantine AGRAF.

Plus que jamais dans un contexte de baisse du pouvoir d’achat la CGT revendique l’accès à une restauration collective pour tous les agent·e·s au tarif AGRAF.

Nous dénonçons une nouvelle fois :

- **la réorganisation du réseau**
- **la remise en question du fonctionnement des associations ALPAF, EPAF et AGRAF,**
- **la vente de 14 des 23 résidences EPAF, entraînant le licenciement de 65 salariés sur 150,**
- **baisse de la subvention à ALPAF,**
- **peu de places en crèches.**

Les représentants du personnel que sont les fédérations syndicales ne sont plus ni écoutés ni entendus, démontrant ainsi un réel mépris à l’égard de tous les personnels du Ministère. Leur rôle est totalement nié, il n’est qu’à voir le chantier sur les réseaux d’action sociale dont les organisations syndicales n’ont qu’un rôle consultatif et encore.

LA CGT REVENDIQUE :

- **de garantir un accès pour toutes et tous à l’action sociale,**
- **une information accessible à l’ensemble des agent·e·s,**
- **de maintenir un réseau de proximité.**

LA CGT SERA TOUJOURS PRÉSENTE AUX CÔTÉS DES AGENTS ET CONTINUERA À FAIRE DES PROPOSITIONS POUR AMÉLIORER L’ACTION SOCIALE.